

## « *Qui veut aller loin, ménage sa monture* »

### LES POLITICIENS CONGOLAIS DEVANT L'IMPÉRATIF DES CHOIX RESPONSABLES ET PATRIOTIQUES EN VUE DU PLEIN DÉVELOPPEMENT DU PAYS

REGARD CRITIQUE SUR LE SCRUTIN DE DÉCEMBRE 2023

*Qui veut aller loin, ménage sa monture !*

Adage populaire

Alain NZADI-  
A-NZADI, S.J.,  
Chercheur en  
littératures  
francophones.  
Directeur du CEPAS  
et Rédacteur en Chef  
de Congo-Afrique.  
nzadialain@  
gmail.com

**D**e l'avis de beaucoup, démocratie et élections sont une paire inséparable. En effet, les élections donnent aux citoyens l'occasion d'évaluer leurs dirigeants et de se choisir, le cas échéant, de nouveaux représentants à même de mener à bon port la nation entière.

Le 20 décembre 2023, la RD Congo a organisé son quatrième cycle électoral, après de longues années de dictature mobutienne et le tohu-bohu politique et sécuritaire qui a suivi la chute du dictateur en 1997.

Certes, quatre cycles électoraux sont insignifiants aux yeux de certains pour acquérir une maturité démocratique comparable à celle que l'on observe, par exemple, dans les démocraties occidentales. Cependant, la petite expérience accumulée, notamment à travers les leçons que le pays est censé avoir tirées des erreurs du passé, ne devrait-elle pas avoir des conséquences positives d'un cycle électoral à un autre ?

C'est dans ce sens que les citoyens congolais attendaient que le processus électoral de 2023 soit, sinon parfait, du moins nettement meilleur que les trois précédents (ceux de 2006, 2011 et 2018). Ainsi, des interrogations taraudent les esprits bien-pensants après le spectacle chaotique auquel les électeurs congolais ont assisté lors du scrutin de décembre 2023. Quelle lecture pouvons-nous en faire ? Quelles leçons tirer et quelles décisions prendre pour que les processus ultérieurs soient meilleurs que

les précédents ? Comment, enfin, refuser de continuer à subir le diktat des événements et apprendre à planifier et à forger notre propre avenir grâce aux décisions éclairées qui privilégient l'intérêt supérieur de la nation ? Autant d'interrogations qui trouvent quelques réponses dans cette livraison « *Spécial Élections* » de *Congo-Afrique*.

Les acteurs politiques congolais doivent opérer un sursaut pour sauver la démocratie vacillante et sonner le glas de l'enlisement du pays

L'on sait que plusieurs acteurs interviennent à différents niveaux dans un processus électoral : les politiques, la société civile, le Gouvernement, l'Administration, etc. Intéressons-nous à la catégorie des politiques, particulièrement ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir politique tout au long du processus électoral.

Un regard rétrospectif révèle que tous les processus électoraux que la RD Congo a connus, depuis 2006 jusqu'en 2023, ont souvent brillé par leur manque de transparence et d'inclusivité<sup>1</sup>. Chaque cycle électoral s'attire régulièrement les foudres des analystes qui en dénoncent des manipulations parfois sidérantes. Ce n'est pas sans fondement que Jacques Djoli relève dix « ratés » dans son analyse des processus électoraux précédents et des réformes beaucoup trop timides adoptées pour les élections de 2023<sup>2</sup>. En effet, qu'il s'agisse de la commission électorale dite indépendante mais généralement accusée d'inféodation au pouvoir en place<sup>3</sup>, des politiques développant un narratif de haine ou de violence gratuites, de la société civile atteinte du virus de partisanerie, l'on ne compte plus les écueils qui se dressent sur la route des processus électoraux congolais.

Dans cet environnement souvent pollué par des soupçons divers et marqué par plusieurs intervenants au processus électoral (autorités politiques au pouvoir, opposition politique, société civile), il me semble important de mettre en exergue le rôle capital que les politiques peuvent/doivent jouer pour que les processus électoraux offrent au pays des retombées qui grandissent et consolident la démocratie. En effet, ils ont le devoir, plus que les autres intervenants aux processus électoraux, d'utiliser les moyens les mieux adaptés en vue de consolider la démocratie et d'atteindre le plein développement du pays. Ne dit-on pas que « qui veut aller loin, ménage sa monture » ?

1 Lire Jacques DJOLI, « S'approprier un processus électoral mal engagé. Pistes de réflexion praxéologique pour l'ancrage d'une souveraineté citoyenne. », in *Congo-Afrique*, n°576 (juin-juillet-août 2023), pp. 610-623. Cet article apporte beaucoup de lumière sur les faiblesses des trois cycles électoraux précédents que la RD Congo a connus.

2 Jacques Djoli, « S'approprier un processus électoral mal engagé. Pistes de réflexion praxéologique pour l'ancrage d'une souveraineté citoyenne. », in *Congo-Afrique*, n°576 (juin-juillet-août 2023), pp. 610-623.

3 L'on peut se référer aux différents rapports des observateurs des processus électoraux que le pays a connus depuis 2006 jusqu'en 2023 pour mesurer l'amplitude des critiques adressées aux différentes commissions électorales qui ont le devoir de gérer les déroulements des opérations électorales, de l'enrôlement des électeurs jusqu'à la tenue proprement dite du scrutin.

Pourtant, lorsqu'on analyse à tête reposée l'ensemble du processus électoral de 2023, par exemple, l'on ne peut pas s'empêcher de remarquer combien l'indépendance de la Commission électorale a souvent été mise à mal par les interventions répétées et souvent vicieuses des acteurs politiques. Ainsi, malgré le constat des lacunes susceptibles de saper le processus électoral de 2023, les propositions constructives émises par certains acteurs se sont heurtées à une fin de non recevoir par les institutions (Assemblée nationale et Sénat) qui pouvaient pourtant faire pencher la balance en faveur d'un processus électoral plus transparent, plus apaisé et plus inclusif<sup>4</sup>.

Quoi qu'il en soit, j'estime que les acteurs politiques congolais ont la lourde responsabilité de se surpasser pour que s'arrête le cercle vicieux des processus électoraux que plusieurs analystes qualifient de chaotiques.<sup>5</sup> Pour donner la chance à notre démocratie, l'on a besoin qu'émerge une classe politique débarrassée du syndrome de l'hubris du pouvoir et réellement animée de la volonté de choisir les meilleurs moyens susceptibles de mener le pays à son plein développement.

Comment la RD Congo peut-elle mieux « ménager sa monture pour aller loin » ?

Si les acteurs politiques congolais veulent mener loin la RD Congo sur le chemin de son plein développement, il est important et urgent qu'ils s'attèlent aux tâches suivantes :

(1) Consolider les institutions démocratiques. La RD Congo doit installer des institutions démocratiques qui renforcent l'État de droit, garantissent l'indépendance du pouvoir judiciaire et respectent les principes démocratiques. En effet, la robustesse et la stabilité d'une démocratie reposent sur des institutions solides qui doivent être préservées et renforcées. Parmi ces institutions solides, le pouvoir judiciaire et l'organe en charge des opérations électorales (CENI) doivent occuper, aux yeux des autorités politiques du pays, une place de choix.

---

4 Je pense ici aux propositions des réformes de la CENI défendues par le « G13 ». Celui-ci un groupe de treize parlementaires et personnalités de la société civile qui avaient lancé une série de consultations pour tenter de parvenir à un consensus sur la question des réformes électorales avant les élections de décembre 2023. Il s'agit de Henri-Thomas Lokondo, Makengo Ngombe Matoka Charles, Mambidi Koloboro Jean-Marc, Munubo Mubi juvenal, Muyaya Katembwe Patrick, Lubaya Claudel André, Mamba Jean-Jacques, Mukoko Samba Daniel, Muongo Jenn-Pierre, Djoli Eseng'Ekeli Jacques, Sesanga Hipungu Delly, Mme Manya Riche. Malheureusement, leur démarche visant à améliorer le système électoral s'est heurtée contre ce que l'on peut qualifier de « mauvaise foi » de certains acteurs politiques qui n'avaient visiblement aucune volonté de voir s'améliorer la structure de gestion du processus électoral et l'arsenal juridique électoral que d'aucuns qualifiaient pourtant de « canard boiteux ». Cf. <https://www.jeuneafrique.com/1046000/politique/reforme-electorale-en-rdc-le-g13-propose-sa-loi/> (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2024).

5 Parmi les exemples du chaos lors du dernier scrutin, on peut citer le fait que les machines à voter se sont retrouvées chez des candidats, comme la CENI elle-même a eu à le déplorer en invalidant certains candidats accusés de tricherie et de détention illégale de matériel électoral.

(2) Garantir la transparence et la responsabilité dans la gouvernance du pays. Pour aller loin dans la consolidation de la démocratie et dans le développement du pays, il est essentiel de faire de la transparence et de la responsabilité dans la gouvernance une véritable culture politique du pays. Pour ce faire, il faudrait que les processus décisionnels soient ouverts, que les mécanismes de reddition de comptes deviennent de plus en plus efficaces et que la lutte contre la corruption soit effective.

(3) Favoriser l'inclusion et la participation citoyenne. Il s'agit de lutter en faveur de l'inclusion et de la participation citoyenne dans le processus démocratique, notamment en encourageant la diversité des voix, en promouvant l'égalité des chances et en garantissant la représentativité de différentes parties de la société.

(4) Protéger les droits et les libertés des citoyens. Il est important, pour consolider la démocratie, de protéger les droits fondamentaux des citoyens, y compris la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association. Le respect de ces droits et libertés favorise un climat démocratique sain et dynamique et permet de créer un environnement où peuvent prospérer les énergies positives capables de changer le visage agonisant du pays.

(5) Instaurer le dialogue et faciliter la résolution des conflits. Les différents acteurs politiques et sociaux gagneraient à dialoguer, à développer des discours rassembleurs et des initiatives capables de gérer les divergences de manière constructive pour préserver la stabilité démocratique.

Pour me résumer, l'adage « Qui veut aller loin, ménage sa monture » s'applique bien à la RD Congo dans sa situation actuelle : un pays immensément riche mais peuplé d'une population scandaleusement pauvre ; un pays constamment en proie aux défis sécuritaires, socioéconomiques et politiques. L'adage souligne l'importance de préserver et de renforcer les fondements de la démocratie, tels que les institutions, la transparence, la participation citoyenne, les droits et libertés des citoyens, ainsi que l'amour de la patrie. Ces principes sont à même de faire progresser le pays vers une démocratie durable, inclusive et respectueuse des droits de tous les citoyens. ■